

7-500

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du 4 février 2025 à 19 h 30

Le Maire certifie,

Objet de la délibération

**AUTORISATION DE SIGNATURE
DES PROJETS DE CONVENTIONS
POUR LES PERIODES DE
PREPARATION AU
RECLASSEMENT**

Modèle n° 85 B

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201493-20250204-7-500-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/02/2025
Publication : 10/02/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Maire,

S. PERCET



1° - Que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi, que la délibération ci-après transcrite, textuellement extraite du registre des procès-verbaux du Conseil, a été affichée, par extrait, à la porte de la Mairie le lendemain et qu'il n'a été présenté aucune observation.

2° - Que ladite délibération a été adoptée à l'unanimité

3° - Que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de 28 sur lesquels il y avait 24 membres présents, à savoir :

1	Serge PERCET	16	Hélène TISSOT
2	Marie-Antoinette BENY	17	Jacinto RODRIGUES
3	Georges ROCHETTE	18	Erycka VACHERON
4	Marie-Odile MOULAGER	19	Claude NIGON
5	Robert DEVOUCOUX	20	Martine CHAVAGNEUX
6	Sandra LIEBART	21	Jean-Yves KNECHT
7	Claude GERBAUD	22	Jacqueline DUMILLIER
8	Dominique AVRIL	23	Philippe MIKHAILOFF
9	Jean ESPEJO	24	Yvette MORETTON
10	Sylvie LAFFONT	25	Christophe DANTAN
11	Thomas CHABANNES	26	Christel GIRAUD
12	Marie REVOLIER	27	Patrick TARKA
13	Sylvain MARCHAND	28	Daniel FERNANDEZ
14	Claudie GAURIAT	29	
15	Jean-Claude CLOUPET		

Etaient présent(e)s : Serge PERCET, Marie-Antoinette BENY, Georges ROCHETTE, Marie-Odile MOULAGER, Robert DEVOUCOUX, Claude GERBAUD, Jean ESPEJO, Sylvie LAFFONT, Thomas CHABANNES, Marie REVOLIER, Sylvain MARCHAND, Claudie GAURIAT, Hélène TISSOT, Jacinto RODRIGUES, Erycka VACHERON, Claude NIGON, Martine CHAVAGNEUX, Jacqueline DUMILLIER, Philippe MIKHAILOFF, Yvette MORETTON, Christophe DANTAN, Christel GIRAUD, Patrick TARKA, Daniel FERNANDEZ

Absent(e)s avec procuration : Sandra LIEBART (pouvoir Marie-Antoinette BENY), Dominique AVRIL (pouvoir Jean ESPEJO), Jean-Yves KNECHT (pouvoir Serge PERCET)

Absent(e) excusé(e) : Jean-Claude CLOUPET

Secrétaire élu(e) pour la durée de la session : Robert DEVOUCOUX

7-500 – Autorisation de signature des projets de conventions pour les périodes de préparation au reclassement

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.826-2 et L.826-7,

Vu le décret n°85-1054 du 30 septembre 1985, modifié, relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal qu'en complément de la procédure de reclassement prévue par le décret susvisé, le fonctionnaire a droit à une période de préparation au reclassement (PPR).

Cette PPR concerne, selon l'article L.826-2 du code général de la fonction publique :

« Le fonctionnaire reconnu inapte à l'exercice de ses fonctions a droit à une période de préparation au reclassement, avec maintien du traitement, pendant une durée maximale d'un an. Cette période est assimilée à une période de service effectif.

Par dérogation, le fonctionnaire à l'égard duquel une procédure tendant à reconnaître son inaptitude à l'exercice de ses fonctions a été engagée, a droit à la période de préparation au reclassement mentionnée au premier alinéa. »

La PPR a pour objet :

- de préparer et, le cas échéant, de qualifier son bénéficiaire pour l'occupation de nouveaux emplois publics compatibles avec son état de santé, s'il y a lieu en dehors de sa collectivité ou son établissement public d'affectation.
- d'accompagner la transition professionnelle du fonctionnaire vers le reclassement.

Cette période peut être effectuée dans la collectivité d'affectation, ou une autre administration.

La période de préparation au reclassement peut comporter (dans l'administration d'affectation de l'agent ou dans toute administration ou établissement public mentionné à l'article L.2 du code général de la fonction publique) des périodes :

- de formation,
- d'observation,
- de mise en situation sur un ou plusieurs postes.

La PPR repose sur l'établissement par convention d'un projet qui définit :

- le contenu même de la préparation au reclassement,
- les modalités de mise en œuvre de la PPR,
- la durée au-delà de laquelle l'intéressé présente sa demande de reclassement.

Le projet de convention est élaboré et signé par :

- l'autorité territoriale de l'agent concerné par la PPR,
- le président du Centre de gestion ou celui du CNFPT (en fonction du cadre d'emploi de l'agent),
- l'agent.

Si l'agent effectue une période de préparation au reclassement en dehors de sa collectivité d'origine, la collectivité ou l'établissement d'accueil sont associés à cette convention (éventuellement par avenant).



Ouï et délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité :

- Autorise Monsieur le Maire à signer les conventions, avenants et tous documents afférents aux périodes de préparation au reclassement pouvant être conclues à l'avenir.
- Inscrit au budget, les dépenses prévues par la convention et ses éventuels avenants.

Fait à Montrond-les-Bains, le 5 février 2025

Le Maire,
Serge PERCET

The image shows a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'S. Percet', written over a circular official stamp. The stamp is blue and contains the text 'MAIRIE DE MONTROND LES BAINS' around the top and '(Loire)' at the bottom, with a small emblem in the center.

Le secrétaire de séance,
Robert DEVOUCOUX

The image shows a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'R. Devoucoux', written in a cursive style.

